

« Pour une Assemblée constituante au Maroc »

## Nadia Yassine, représentante du mouvement *Al Adl Wal Ihsane*, propose la célébration d'une Assemblée constituante où participent tous les partis politiques afin de réformer la Constitution.

ENTRETIEN avec Nadia Yassine par Domingo del Pino

**N**adia Yassine n'est pas ce que l'on pourrait appeler, dans le langage politique familier, une « islamiste » courante. Le mouvement qu'elle représente, *Al Adl Wal Ihsane*, n'est pas non plus un mouvement islamiste traditionnel. Pour preuve, il s'agit d'une femme, fille du fondateur Abdesalam Yassine, qui est son visage médiatique habituel et son porte-parole le plus connu et reconnu à l'étranger. Nous avons rencontré Nadia dans le cadre des activités culturelles organisées par la Fondation euro-arabe des Hautes Etudes de Grenade.

**AFKAR/IDEES :** *Les 10 dernières années, des événements importants se sont produits en Méditerranée. Quel est votre avis à ce propos ?*

**NADIA YASSINE :** Le monde méditerranéen a énormément bougé depuis 10 ans. Je pense surtout à cette nouvelle visée impérialiste américaine dans le bassin méditerranéen, et à ce qu'ils appellent le Grand Moyen-Orient. Subitement, le Maroc s'est retrouvé appartenir à un grand Moyen-Orient alors que jusqu'à présent ce qui était sûr, c'était que nous appartenions beaucoup plus à une civilisation méditerranéenne. Symboliquement, je crois qu'il s'agit d'une confiscation américaine de ce Maroc. L'idée hégémonique américaine ne va pas certainement arranger les choses parce qu'il y a aussi des différences très claires entre nous dans le bassin méditerranéen. Cette perception d'appartenance méditerranéenne est de plus en plus dépassée par le fait qu'il y a un Nord

et un Sud. Il n'y a plus cette solidarité. Celle-ci n'a jamais existé, mais disons qu'il y avait quand même certaines affinités, certaines logiques qui ont permis l'existence d'un partenariat de part et d'autre dans les siècles qui ont précédé. Cette idée d'une Méditerranée unie est en train d'éclater. L'émigration est aussi quelque chose d'essentiel dans cette histoire, et si rien n'est entrepris au niveau des sociétés civiles – et non au niveau officiel – la géopolitique de cette contrée, qui est en train d'évoluer, changera complètement. Il faudra beaucoup de sagesse, de diplomatie, de travail, pour qu'on échappe à ce schéma que les États-Unis sont en train de nous imposer et que la mondialisation dessine doucement mais sûrement.

**A/1 :** *Au cours de notre histoire commune méditerranéenne, nous avons surmonté des moments théoriquement plus difficiles que le présent : les Croisades, les rivalités pendant l'Empire Ottoman, la colonisation, la néo-colonisation. Mais il n'y a jamais eu cette sensation de coupure qui commence à nous angoisser actuellement. Quelles en sont les raisons, à votre avis ?*

**N.Y. :** Il y a un cumul de facteurs. La Méditerranée s'appelait la *Mare Nostrum*. C'est notre mer. Mais de qui parlons-nous ? D'abord, je ne crois pas qu'il y ait un bloc de chaque côté. La situation est plus complexe, il y a des intérêts défendus par les gouvernants, et une certaine philosophie qui existe dans la société civile occidentale qui veut que l'on dépasse un peu ce clash

de civilisations. Mais l'élément déterminant se situe au niveau économique. Bien sûr que quand on dit économique, il y a aussi le soubassement politique. Au niveau économique, il est clair que du côté nord, on appartient beaucoup plus au bloc occidental et à une certaine hégémonie.

On a eu un passé commun, une histoire passionnelle. Mais maintenant, la seule passion c'est la domination économique, c'est une question de consommation. Le Sud représente une véritable menace économique pour le Nord, et malgré les émotions et l'histoire partagée, aujourd'hui, c'est la logique du libéralisme sauvage qui prend le dessus. L'homme est en train d'être complètement occulté dans ces rapports humains à l'heure de la mondialisation. Il faudra donc réunir de volontarisme pour dépasser tout cela. Mais, on ne pas dépasser nos problèmes si on ne les met pas dans un contexte de mondialisation. Parce que le paramètre qui est assez lourd et déterminant, c'est le fait que les USA ne vont plus nous laisser à notre histoire méditerranéenne tranquille.

On pourrait trouver des partenariats plus ou moins équitables mais il ne faut pas rêver, on ne nous fera pas de cadeaux, à ceux du Sud. On pourrait trouver un certain équilibre, mais le partenariat Nord-Sud au niveau de l'Europe n'enchant pas beaucoup cette force impérialiste qui est là et dont il faut tenir compte.

**A/1 :** *Le Maroc a la sympathie et l'appui de la plupart de l'Occident et de l'UE. Pourtant, malgré tous les efforts,*

## 7 L'Europe devrait cesser de soutenir les politiques officielles et aller vers une démocratisation réelle

*la réalité économique ne change pas comme il serait nécessaire. Vous ne pensez pas qu'un jour ou l'autre, le Sud devra assumer aussi que toutes les solutions ne peuvent pas venir du Nord ?*

**N.Y. :** Mais justement. C'est au niveau politique qu'il faut discuter le problème. Je reviens toujours à cette histoire américaine parce qu'ils ont bien compris maintenant que la seule possibilité d'avoir une certaine stabilité – économique aussi – dans ces pays du Sud, qui permette d'imaginer un certain avenir, c'est de cesser de soutenir les régimes en place. C'est le moment ou jamais de soutenir des mouvements sociaux alternatifs. Il est vital pour l'Europe qu'elle comprenne que chaque fois qu'il y a une véritable possibilité d'avoir un pouvoir alternatif qui soit réellement démocratique, il faudrait qu'elle l'encourage, qu'elle cesse de soutenir les politiques officielles, et qu'elle aille dans le sens d'une démocratisation réelle. Parce que seule une situation vraiment démocratique peut permettre un véritable développement économique, et aux Etats du Nord de ne pas se sentir menacés. Plus les gouvernants sont autocratiques plus ils écrasent leurs peuples, plus l'économie va en morceaux, comme au Maroc. On répète que cela va changer, mais c'est juste une illusion parce que tous les rapports internationaux disent que chaque année nous sombrons plus dans l'indigence, dans la pauvreté. Il faut faire sauter ce verrou politique pour permettre un véritable saut, pas un miracle économique mais un petit saut qui permette à cette jeunesse de ne pas être trop désespérée ni venir vous encombrer. C'est tout à fait normal, avec ces vagues d'immigration, que vous vous défendiez ; et nous, à votre place, nous



**Nadia Yassine, représentante de *Al Adl Wal Ihsane*. / AFP**

l'aurions contrôlée aussi. C'est au niveau de la pression politique sur ces Etats que l'on peut trouver des solutions, en plus d'un dialogue continu entre les sociétés civiles, entre les élites de part et d'autre pour améliorer la possibilité de trouver un avenir commun. Mais il ne faut pas rêver, nous ne sommes pas des idéalistes : cela ne sera pas le paradis, cependant on peut trouver des solutions alternatives.

**A/I :** *Les partis politiques traditionnels marocains semblent aujourd'hui tous en perte de vitesse. Il y a des forces nouvelles qui frappent aux portes. Quels sont les rapports entre votre mouvement et ces partis de style moderne et occidental ?*

**N.Y. :** Les partis eux mêmes sont très conscients de leur situation, et ils se font une autocritique sérieuse. Du moins les gens qui ont un peu de ju-

geote dans ces partis constatent qu'ils ont été manipulés, qu'ils ont été vidés de leur sens et qu'ils sont des coquilles quasi vides. Les spécialistes du Maroc savent que Hassan II, qui était un génie politique, a su vider premièrement l'Istiqlal, qui avait des potentialités, qui était populaire – il l'a disséqué pour mettre d'abord l'UNFP puis l'USFP – et puis tous les autres partis qui sont, les marocains le savent, des partis fantoches. Nous en sommes conscients en tant que mouvement politique très puissant au Maroc, mais malgré tout, nous sommes pour une transition tranquille. Nous ne voulons absolument pas déstabiliser le Maroc, nous ne voulons pas en faire un deuxième Irak. Nous sommes pour la non violence, mais nous avons des propositions très nettes et claires. D'abord, nous sommes pour un pacte islamique, ce qui, traduit en langage politique, veut dire une Conférence nationale où l'on se mettrait d'accord pour

## Nous sommes pour le multipartisme mais il faut donner une culture politique aux marocains

avoir une Assemblée constituante, pour renvoyer à l'histoire l'actuelle Constitution, et en faire une nouvelle qui tiendrait compte de l'avis des marocains d'après des élections réellement libres et populaires, où il y aurait toutes les parties vives du pays, tous les représentants de tous les partis. Il n'y a de meilleure solution pour rester ensemble et unis qu'une Assemblée constituante pour avoir une nouvelle Constitution qui limite complètement les pouvoirs absolus du roi, parce que c'est là le verrou légal que nous avons.

**A/I :** *C'est curieux tout de même que vous soyez arrivés à la même conclusion que le Mouvement national à l'indépendance du Maroc : à la nécessité d'une Assemblée constituante.*

**N.Y. :** Pourquoi pas ?

**A/I :** *Parce que les partis politiques ont un rôle essentiel à jouer dans les sociétés démocratiques. Ils canalisent les différentes sensibilités d'un pays. Vous ne pensez pas qu'au delà des conjonctures électorales, vous auriez intérêt à ce que les partis politiques soient forts ?*

**N.Y. :** Je vous assure que nous sommes pour le multipartisme, mais encore faut-il que la société marocaine, qui a été vidée de tout sens politique, bouge. Vous savez pourquoi les partis politiques ne sont pas forts ? Parce qu'il n'y a pas de culture politique. Il est essentiel de donner une culture générale aux marocains et mieux encore, de leur donner une culture politique. Les marocains sont apolitiques. Il y a eu un rapport, publié dans *Le Journal*, où il est étonnant de voir que 66 % des jeunes marocains ne savent rien sur la po-

litique, et ne s'y intéressent pas. Nous sommes pour le multipartisme pourvu qu'il y ait un débat qui permette d'avoir une conscience politique. C'est au nom de l'Islam qu'on a dépolitisé les marocains. On leur a toujours dit que parler de politique c'était un tabou en Islam, que c'était au Prince de faire la politique, et qu'ils ne devaient pas s'en mêler. C'est une laïcité qu'on nous a imposée à cause d'une lecture erronée de l'Islam. S'il y a des partis qui se forment et qu'il y a un consensus sur la Constitution et qu'on se met d'accord sur les principes, la diversité ne nous dérange pas, parce que c'est l'exemple du Prophète et de notre lecture de l'Islam. Il y a la Constitution de Médine qui est la première établie par la société humaine, mais on ne parle pas de cela. On parle de Oussama ben Laden, des bombes, mais dans l'histoire de l'Islam, il a eu cette Constitution qui avait reconnu le principe de souveraineté populaire et qui était déjà à l'origine d'une citoyenneté.

**A/I :** *Permettez moi de passer de Médine au présent. Vous avez parlé du dénominateur commun islamique, mais c'est un dénominateur commun religieux. Les partis politiques cependant se structurent sur des formes laïques. Vous avez vous-même évoqué la citoyenneté, qui est une conception laïque. Est-ce que vous pensez que dans un Maroc avec un Parlement majoritairement islamique, comme cela pourrait être le cas après les élections de 2007, vous pourriez garantir cette citoyenneté, cette laïcité de la vie politique ?*

**N.Y. :** Il faut qu'on se mette d'accord sur le principe de laïcité. Ce qui nous dérange, ce serait une laïcité à la française. Cela, c'est de l'extrémisme laï-

que qui ne peut pas être accepté en termes musulmans. Mais, si vous parlez d'une certaine laïcité au niveau des institutions comme celle par exemple de l'Allemagne, cela pourrait être un modèle à adopter à condition qu'on nous garantisse que notre religion aura sa place au niveau public. Ce sont des formes qu'on devrait trouver... C'est ce qui est important en ce moment où nous n'avons pas de modèles à reproduire, même pas l'Iran.

**A/I :** *De la part de votre mouvement, c'est surprenant. Je me souviens que lorsque je vous ai rencontrée pour la première fois, il y a déjà une vingtaine d'années, vous m'aviez fait cadeau d'un livre écrit par votre père, « L'Islam à l'heure de la révolution ». Il s'agissait bien sûr de la révolution iranienne...*

**N.Y. :** On a tous été frappés par la révolution iranienne à son moment. Moi, mon voile, je l'ai mis après celle-ci. C'était l'émotion. C'était légitime. Dans un monde où les musulmans n'avaient pas d'Etat, réellement il y a eu l'admiration. Mais après presque 30 ans, on a vu qu'il y a eu des dérapages. Nous avons beaucoup appris de l'histoire de l'Iran et on s'est assagis. Tout cela, la Conférence nationale que nous proposons doit le travailler. Il faut qu'on se comprenne avec les gens qui se réclament de la laïcité. Savoir ce qu'ils veulent exactement. Vous dire comment ça va se passer serait être dans une logique d'imposition, ce que l'on ne veut pas. Mais il faut savoir où s'arrête la laïcité, où sont ses limites. C'est cela, la Conférence nationale. On veut sortir avec des résultats pour que notre religion soit sauvegardée et qu'elle ne soit pas reléguée au placard au niveau public. Mais il n'y a rien de pré-

## Un modèle d'Etat confédéral avec le respect des différences finirait avec le tribalisme au Maroc

paré, rien de préétabli. Nous voulons discuter, sincèrement.

**A/I :** *Je crois qu'aujourd'hui personne veut ranger les religions au placard. Elles sont d'ailleurs très présentes...*

**N.Y. :** Mais cela, c'est à titre individuel. Ce n'est pas cela que nous voulons. Nous voudrions que l'Islam soit placé comme la religion de l'Etat. Mais qu'est que cela veut dire ? Est-ce que nous allons imposer, par exemple, la prière ou le voile ? Il n'en est pas question. Moi-même, qui ne suis pas laïque, je serais prête à fonder un parti qui défendrait le droit des femmes à ne pas porter le voile. C'est ma conviction. Notre religion n'est pas du tout d'imposer. Mais il nous faut des garanties que nos repères restent profondément islamiques. Mais tout est à discuter.

**A/I :** *Est-ce que, en tant que mouvement islamique, vous avez un modèle d'Etat, de gestion, de démocratie ?*

**N.Y. :** Mais non, justement. Si je devais, en termes politiques, parler d'un modèle que je trouve très proche de celui du Prophète, du modèle de l'Etat que l'Islam a prôné au tout début, je pense que le modèle suisse est très bon.

**A/I :** *Un modèle confédéral ?*

**N.Y. :** Un modèle confédéral avec le respect des différences, avec le vouloir être ensemble des divers composantes du pays, et cela finirait avec notre histoire de tribalisme. En plus, ce qui est complexe au Maroc c'est que l'appartenance politique est superposable à la tribale. C'est quelque chose de

spécifiquement marocain. Nous irions jusqu'à une certaine décentralisation du pouvoir, mais il faut ce vouloir être ensemble pour que nous soyons quand même une fédération consciente des défis communs, économiques et politiques, et que ce n'est pas le moment de nous éparpiller. Il faut trouver un ciment fort, qui nous permette de rester forts. Et ce ciment, c'est l'Islam. Je suis berbère oui, mais plus que cela, je suis musulmane. Donc, si l'on reste berbère avec sa culture, cela ne nous dérange absolument pas.

**A/I :** *Et s'il y a des berbères qui ne se considèrent pas des musulmans ?*

**N.Y. :** C'est une autre paire de manches. Mais c'est comme ça que nous comprenons l'Islam. Il y a beaucoup d'idées reçues, comme cette histoire d'apostasie : on dit que celui qui renie sa foi doit être exécuté. Nous pensons qu'il s'agissait là d'un choix essentiellement politique, mais que l'Islam n'a jamais dit ça. Mais c'est donc un problème avec lequel il faudra compter, puisque maintenant nous avons 700 000 nouveaux chrétiens créés de toutes pièces par les USA, justement parce qu'ils savent qu'un jour, l'Etat sera musulman et vous savez, ils ont créé une minorité qui est là.

**A/I :** *Mais même s'il n'y avait pas les USA comme vous l'affirmez, il y aurait toujours malgré tout une question de liberté de choix religieux...*

**N.Y. :** Bien sûr. Même s'il n'y avait pas les USA, nous sommes pour la liberté de choix. Je suis sûre que si vous parlez à ces gens-là, vous constaterez, comme nous l'avons fait, qu'ils ne sa-


vent rien du Christianisme. Ils ont acheté leurs cœurs: ce sont des gens très pauvres et il y a des missionnaires qui habitent avec eux et qui les entourent de tendresse – ce que les musulmans ne savons pas faire. Ils ont perdu la foi parce qu'ils sont pauvres, tout bêtement. Nous, on les a rencontrés, ces gens. Qu'est ce que c'est, Jésus ? Ils en savent encore moins que de l'Islam.

**A/I :** *Mais à l'inverse, en Espagne, un pays majoritairement catholique, nous avons maintenant une communauté musulmane...*

**N.Y. :** C'est très bien...

**A/I :** *... qui est importante, et ce ne sont pas les américains qui l'ont créée. Cela a été le résultat d'un choix volontaire. Pourquoi vous ne pouvez pas accepter qu'au Maroc il y ait cette même option de liberté pour le christianisme ?*

**N.Y. :** Chez vous c'est autre chose. Je connais ces musulmans espagnols. Ce sont des gens cultivés qui ont choisi leur foi consciemment. Mais, au Maroc, ces chrétiens sont une minorité infime et ils n'ont pas de prétentions politiques. Mais, s'ils se forment en parti, ils seront acceptés. On est disposé à une grande ouverture. D'abord, parce que s'il n'y avait pas le contexte international, l'Islam a besoin d'*Ijtihad*. Le monde musulman a complètement changé. Nous ne sommes plus à l'ère de Médine. Nous sommes dans une ère beaucoup plus complexe, avec des sociétés plus complexes. Nous sommes dans une ère – je le dis souvent aux musulmans – où nous devons apprendre à reconnaître que nous ne sommes plus les gagnants sur terre. ■

 Europa busca una  
relación más profunda  
con los países del sur  
del Mediterráneo una ya